



**HAL**  
open science

## Le stayee : sujet ou objet des migrations et de leurs violences ? Approche comparative

Isabelle Delpla, Hyska Blerta, Dragomirescu Diana, Grigore-Muresan Madalina, Milenkovic Ivan, Pourmazaheri Afsaneh, Szczepanik Bogumila, Voican Catalina

### ► To cite this version:

Isabelle Delpla, Hyska Blerta, Dragomirescu Diana, Grigore-Muresan Madalina, Milenkovic Ivan, et al.. Le stayee : sujet ou objet des migrations et de leurs violences ? Approche comparative. Campus européen d'été, Université de Toulouse II - Le Mirail; Organisation Francophone pour la Formation et la Recherches Européennes en Sciences humaines, 2009, Toulouse, France. pp.249-266. hal-03823049

**HAL Id: hal-03823049**

**<https://univ-lyon3.hal.science/hal-03823049>**

Submitted on 30 Oct 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **Le *stayee* : sujet ou objet des migrations et de leurs violences ? Approche comparative<sup>1</sup>**

### Introduction

Selon une représentation aussi antique que contemporaine, le sujet, heureux ou malheureux, acteur ou victime des migrations, est le migrant. C'est à celui qui part, qui s'exile, qui fuit, qui s'installe ailleurs, qui échoue ou qui réussit à rentrer chez lui, qu'il arrive quelque chose. C'est lui ou elle qui peut être présenté comme victime de déplacement forcé, comme poussé sur les routes par la misère, comme en quête d'un nouvel Eldorado ou d'un simple ailleurs. Celui qui reste n'a pas d'histoire. C'est d'Ulysse que l'on raconte les péripéties et non de Pénélope, enfermée dans l'éternelle répétition du même, faisant, défaisant et refaisant le même tissage, vouée à la fidélité et à l'attente, à l'immobilité et à l'arrêt d'une vie propre. Celui ou celle qui reste n'est qu'un simple figurant de l'histoire du héros. La littérature de l'exil et les recherches universitaires sur les migrations sont d'abord centrées sur la figure du migrant (réfugié politique, exilé, émigré, immigré, rémigré ou rapatrié), soit que l'exilé soit le narrateur, soit que le récit soit centré sur son périple et son point de vue. Ceux qui restent ne sont vus que par ses yeux ou sont simplement effacés. Quant au retour des exilés qui offre une possibilité de regard sur ceux qui sont restés, il est rarement décrit dans la littérature. C'est un événement sans lendemain, un achèvement et non un commencement où ceux qui sont restés retrouveraient une vie propre. Ce n'est que récemment que le retour et les *returnees* sont devenus un objet de recherche plus systématique en sciences sociales. De tels travaux critiquent le mythe du retour comme retour à la normale et à une identité originaire, comme *terminus ad quem*. Ils font valoir que le retour est synonyme de nouveaux départs, de mutations sociales<sup>2</sup>. Ceux qui sont restés y reçoivent plus d'attention, sans pour autant être le centre de l'analyse. Le *stayee* est un

---

<sup>1</sup> Cet article est le fruit d'un travail collectif mené lors d'un atelier Université européenne d'été « Nouvelles figures de l'État. Violences, droit et société », qui s'est tenue du 8 au 16 juillet 2009, à Toulouse. Si les divers auteurs se sont accordés sur la problématique et l'orientation générale de l'analyse, le détail, l'exactitude des faits et les causes des migrations présentés dans chaque cas de figure relèvent seulement de la responsabilité des rédacteurs de ces différents cas: Madalina Grigore-Muresan, Diana Dragomirescu et Catalina Voican pour le cas de Monica Lovinescu et des enfants roumains, Blerta Hyska pour celui de la division des familles en Albanie, Ivan Milenković pour le nationalisme serbe, Bogumila Szczepanik pour le cas des enfants de Pologne, Afsaneh Pourmazaheri pour l'émigration des classes aisées en Iran et la douleur psychologique des *stayees*. L'introduction, l'organisation et l'édition du texte ont été réalisées par Isabelle Delpla, la coordination et le suivi du travail par Blerta Hyska, la conclusion écrite par Diana Dragomirescu et Isabelle Delpla.

<sup>2</sup> Voir notamment Fran Markowitz and Anders H. Stefansson (eds.), *Homecomings: Unsettling Paths of Return*, Lanham, Maryland, Lexington Books, 2004 ou Stef Jansen and Staffan Löfving, *Struggles for Home, Violence, Hope and the Movement of People*, New York/Oxford, Berghahn Books, 2009.

néologisme apparaissant dans le vocabulaire des sciences sociales sur les migrations, forgé sur le modèle du *refugee* ou *returnee*<sup>3</sup>. Les *stayees* appartiennent à une catégorie invisible de population du fait même que ceux qui partent occupent l'espace visible, médiatique ou public. L'invisibilité résulte de l'ignorance, de l'indifférence, de l'oubli, ou de la violence de l'Etat.

L'invisibilité de ceux qui restent a des sources diverses, littéraires, juridiques, judiciaires ou philosophiques. L'écriture littéraire ou les représentations philosophiques du réfugié favorisent une image solitaire et déracinée d'un migrant ou exilé, sous la forme du héros, personnage solitaire, sans attache ni origine. Soit les absents sont vus par les yeux de l'exilé, et restent donc figés dans les mémoires du passé, soit ils sont effacés. Ainsi en va-t-il de la figure romanesque de l'orphelin d'Oliver Twist aux sans famille d'Hector Malot. Ainsi en va-t-il aussi de la représentation humanitaire de l'enfant réfugié, d'autant plus susceptible d'attirer notre compassion que sont gommées les médiations sociales et les attaches de la famille élargie. De fait, le sujet du droit d'asile ou du droit international des réfugiés est le réfugié lui-même et non celui qui est resté dans son pays. L'effacement des origines et des ancêtres, qui peut être cultivé par un style romantique ou pathétique en littérature, peut aussi être un ressort de la construction du récit judiciaire : ne pas avoir de papiers, taire ses origines, effacer la référence à sa famille et ses parents permet d'éviter le rapatriement ou la reconduite à la frontière.

Bien sûr, celui qui reste existe. Il est un sédentaire, jeune ou âgé, pauvre ou riche, lettré ou illettré, appartenant à toutes les catégories sociales. Juridiquement et philosophiquement, il se définit par la résidence dans le territoire ou le chez soi, la plénitude de ses droits de citoyen, son identité d'autochtone : il est un national défini par sa naissance, un citoyen recevant des droits de son Etat, trouvant son identité dans sa patrie, ses frontières, sa cité. Il ne se définit pas par l'exil des autres. Plutôt que partie prenante d'un processus de migration, le résident, le citoyen ou l'autochtone y apparaissent au mieux sous la figure de l'hospitalité ou de l'hostilité : c'est le résident qui accueille ou pourchasse l'immigrant ou l'exilé, en faisant alternativement un travailleur immigré utile à la production ou un bouc émissaire des crises économiques ou politiques. Sous cette forme, d'hôtes ou de persécuteurs, accueillant ou chassant les populations, le résident peut apparaître comme acteur des processus migratoires, mais c'est alors le résident du pays d'accueil qui retient l'attention et non celui qui est resté à la maison. La littérature des sciences sociales sur les parcours des migrants montre pourtant le rôle joué par les familles entières, même géographiquement éclatées, dans le choix de départ et de retour. La décision de l'exil ou du retour se fait aussi avec ceux qui sont restés « aux pays » qui participent ainsi du processus d'émigration. Ce phénomène est bien connu concernant les retombées économiques de l'immigration sur les familles des migrants.

Ce sont davantage les répercussions politiques, sociales ou existentielles de ce phénomène que nous voudrions aborder. Comme le montre l'expérience des pays communistes interdisant l'émigration, sans jamais être soi-même parti, la vie entière d'individus ou de familles peut être bouleversée par l'exil de l'un d'eux. Faut-il considérer que celui qui reste est alors un sujet à part entière du processus de migration ? Est-il lui-même un sujet, un objet, une victime ou un bénéficiaire de l'émigration des autres et de la violence étatique, politique ou sociale qui peut l'accompagner ? Faut-il forger à son propos une nouvelle catégorie de *stayee* après celle de réfugié/*refugee* et de rémigré/*returnee* ? Le *stayee*, à la différence de l'autochtone ne se définirait pas par sa naissance ou son identité originaire, mais par sa relation avec les migrations des autres. C'est à ces diverses questions que nous essayerons de donner une réponse à travers la

---

<sup>3</sup> Pour l'emploi de ce terme, voir les ouvrages précités.

description de divers cas de figures en Roumanie, Albanie, Serbie, Pologne ou Iran. Partant de cas de violences politiques directes sur celui/elle qui est restée, où le *stayee* apparaît comme une victime politique directe de la répression des migrations des autres, la description se portera ensuite vers des cas de violence politique plus indirecte, puis vers la violence économique et enfin la souffrance psychologique de celui qui a incité à un départ présenté comme libre et favorisé. Nous verrons aussi comment le statut de *stayee* peut être subi ou revendiqué et construit, le *stayee* étant un mythe, plutôt qu'une réalité du discours nationaliste.

### **1) Monica et sa mère : celle qui est restée comme victime directe de la violence de l'Etat.**

Monica Lovinescu, née à Bucarest en 1923 et décédée à Paris en 2008, est écrivaine, critique littéraire et journaliste. Elle a quitté la Roumanie en 1947 pour s'installer en France, à Paris, avec son mari, Virgil Ierunca, philosophe, poète et critique littéraire. Monica Lovinescu critique constamment le régime communiste installé en Roumanie après la Seconde Guerre Mondiale, ainsi que ses dirigeants, Gheorghe Gheorghiu-Dej et Nicolae Ceausescu. Elle publie des articles dans des revues : *Kontinent*, *Les Cahiers de l'Est* et *l'Alternative*, entre autres. Après la mort de sa mère, elle commence une collaboration pour la radio Europe libre (RFE/RL), en 1962, qui se prolongera jusqu'en 1992. Grâce aux émetteurs américains qui résistent aux tentatives de brouillage de la censure, radio *Europe Libre* est captée à Bucarest, ainsi que les grandes villes de Roumanie. Les thèmes de ses émissions sont variées : informations sur la réalité communiste, sur les sorties littéraires parisiennes, sur les débats artistiques, sur les parutions sous le manteau en Roumanie. Ce travail a permis aux Roumains de survivre et de se nourrir intellectuellement pendant la longue dictature. Pour ceux qui parviennent à s'exiler, entendre leur nom sur les ondes d'*Europe Libre* représente une forme de protection, une chance de ne pas « disparaître ».

Le 18 novembre 1977, Monica Lovinescu est agressée devant son domicile, à Paris, par deux hommes envoyés par les services de la *Securitate* roumaine, comme le confirmera deux ans plus tard, le colonel Ion Mihai Pacepa, qui passe lui aussi à l'Ouest. Pour faire taire Monica Lovinescu, l'Etat s'en prend à sa mère tout d'abord et son cas est intéressant pour notre étude concernant celui qui reste sur place, qui ne quitte pas le pays communiste : « Le 12 janvier 1950, l'appartement familial que cette dernière [la mère de M.L.] avait acquis avant la guerre au centre de Bucarest, est perquisitionné par la police politique. La bibliothèque paternelle est l'objet d'un véritable autodafé. »<sup>4</sup>

L'autorité en place ne se contente pas de la destruction de la bibliothèque d'un érudit. L'appartement est réquisitionné et sa propriétaire, Ecaterina Balacioiu-Lovinescu, contrainte de se retirer dans une pièce. Le 23 mai 1958, à l'âge de 71 ans, elle est arrêtée pour « insubordination à l'Etat » et condamnée à 18 ans de prison pour avoir refusé de convaincre sa fille de renoncer à ses « activités subversives ». Elle meurt le 7 juin 1960 d'hydropisie par manque de soin.<sup>5</sup> Ainsi, le régime autoritaire exerce la terreur sur celle qui reste, seulement parce qu'elle est la mère de celle qui est partie pour dénoncer les violations de la liberté d'expression et de la répression des milieux culturels. Les autorités agissent en deux vagues : Ecaterina est

---

<sup>4</sup> Edith Lhomel, « Symboles et mémoire à l'Est », *Le Courrier des pays de l'Est*, no 1067, mai - juin, édition La documentation française, p.109-112.

<sup>5</sup> *Ibidem*.

d'abord dépossédée de ses biens. Celui qui reste n'a pas le droit de s'enrichir spirituellement, de lire, de posséder des livres (l'autodafé de la bibliothèque familiale), ni de posséder un bien matériel, si modeste soit-il (l'appartement est réquisitionné). Ensuite, Ecaterina est « oubliée » pendant huit ans, mais probablement ses moindres gestes sont surveillés par la *Securitate*. Lors de la deuxième étape, la mère de Monica Lovinescu est, tout à coup, accusée d'« insubordination à l'Etat », alors qu'en réalité elle n'a rien fait contre cet Etat. La condamnation même à 18 ans de prison est excessive par rapport à la « faute ». On constate ainsi que la catégorie d'« ennemi du peuple » rejaillit sur celui qui reste chez lui et n'agit pas contre le régime. Outre les souffrances personnelles issues de la solitude, de la séparation, de la vieillesse, l'Etat impose à Ecaterina d'autres douleurs et d'autres violences. Voilà l'histoire d'une personne innocente qui subit un destin tragique. Par ailleurs, elle est très âgée (71 ans) lors de sa condamnation.

Certes, Monica Lovinescu, celle qui a été obligée de quitter le pays pour combattre le totalitarisme, est une figure intellectuelle très connue et une voix écoutée dans un monde entier (par ses articles et émissions de radio). Mais, à cause de sa destinée tragique, Ecaterina sort à son tour de la masse anonyme des gens qui souffrent en silence, victime de l'événement historique. Cette mère qui a eu longtemps le rôle de l'oubliée, sans voix, sans la possibilité de s'affirmer ou de s'exprimer, de se défendre ou de partir, devient une figure emblématique du sacrifice de soi dans cette lutte contre le régime totalitaire. Son histoire a été, est et sera racontée sans cesse par sa fille, par les littéraires, les historiens, les journalistes et les biographes de cette illustre famille roumaine.

## **2) La coupure des familles en Albanie pendant le régime communiste : la double violence**

En 1944 le régime totalitaire s'instaure en Albanie. Le pays est resté fermé derrière un rideau de fer jusqu'au début des années 1990. Le parti communiste, qui a pris le pouvoir, a dirigé la lutte des partisans contre les envahisseurs italiens et allemands, quoique l'ombre d'une guerre civile entre des factions ait plané sur cette époque. Le régime communiste instauré la sortie de la Deuxième Guerre mondiale, est fragile : il manque de légitimité qu'il essaiera d'instaurer par tous les moyens. Le pays est ravagé, les infrastructures manquent presque partout. Les Albanais qui ne démontraient pas un soutien absolu au régime, une admiration sans borne au parti communiste et à son leader, étaient considérés comme des ennemis du peuple, banni de l'espace public, marginalisés. La cible de cette campagne de punitions est devenue tous ceux qui avaient acquis une certaine richesse, appartenaient à la timide bourgeoisie de l'époque, avaient fait de brillantes études à l'étranger et étaient des contestataires potentiels du régime communiste. Toute confession spirituelle a été abolie, seul le „Guide” était objet de vénération. La propagande officielle condamnait toutes les représentations étrangères, surtout celles qui viennent de l'Europe occidentale et des Etats-Unis. Il y avait également une répression totale de tout ce qui pouvait avoir un lien avec le monde extérieur, menacer le régime communiste et le territoire national. La censure sévissait dans les médias, les publications, les moeurs, la vie quotidienne, les relations personnelles et intimes. Les services de renseignements ont accaparé l'ensemble de la société, veillant sur tout et une série de représailles s'abattait sur celui qui avait osé contester le pouvoir communiste. Différentes formes de condamnation étaient envisageables : de la critique publique à la condamnation à plusieurs années de prisons, en passant par les travaux forcés et la dérogation. Ces condamnations étaient censées poursuivre toute la famille, peu importe qui avait commis l'erreur. Les sévices continuaient d'une génération à l'autre. Ils étaient persécutés et marginalisés à vie.

Le *stayee* de cette histoire est Gani, un albanais d'une quarantaine d'année. Il est père de famille, et habite un village du sud-est de l'Albanie. Il mène une vie paisible, malgré les tourmentes des années 1945-1990. Il est membre d'une grande famille, organisée de façon patriarcale. Il a grandi avec ses frères et sœurs, ses cousins, et tout le reste de la famille. C'est un personnage qui incarne l'image de l'albanais typique de l'époque : il est ancien combattant de la Deuxième Guerre mondiale, membre du parti communiste, père de famille, il aime son pays. C'est sur cette catégorie que va s'appuyer la propagande communiste pour légitimer son pouvoir et justifier ses actes. Sa vie sera bouleversée le jour où son cousin va passer la frontière avec la Grèce pour s'installer en Australie et y demander l'asile politique, tant il ne supporte plus le régime communiste. Pour l'opinion publique de cette époque, il a commis l'irréparable, l'inimaginable. La famille et les proches sont consternés. Ils seront la honte du village, car l'un des leurs a commis un acte de trahison envers la patrie, le parti communiste et ses dirigeants. Ils n'osent pas pleurer sur le destin de celui qui part, car ils se sentent obligés de pleurer sur la signification même de cet acte, c'est-à-dire, la trahison, d'autant plus qu'ils savent déjà que l'appareil du pouvoir communiste va frapper sur eux de toute sa force.

Gani vit lui – aussi son cauchemar. Son cousin a trahi la patrie, ses convictions de communiste, il est parti laissant derrière lui sa femme et ses quatre enfants. Mais c'est celui qui reste qui va payer de lourdes conséquences, même s'il n'est jamais sorti de son village. Le scénario est bien connu : il va perdre son travail, ses enfants ne suivront pas d'études supérieures. Gani sera méprisé et regardé de „travers” par le village entier pour un crime qu'il n'a jamais commis. Or, des solutions existent pour échapper à ce destin. Le pouvoir populaire fait tout pour diviser les familles, pour les affaiblir. Gani peut échapper à ce calvaire s'il renie et réprimande publiquement son cousin pour l'acte qu'il a commis. Il n'a plus la liberté de décider de sa vie et devient la cible d'une double violence : d'un côté la violence de la machine du pouvoir totalitaire, de l'autre côté la violence de ses propres sentiments, provenant des liens du sang, d'un vécu commun, d'une vie construite autour des principes de solidarité et de partage. Quelle attitude adopter à l'égard de cette situation ? Quel regard porter sur l'action de ce cousin qui a fui le pays ? Gani est toujours resté dans son village, mais il doit payer les conséquences d'une évasion, considérée comme acte de trahison. Il devient le protagoniste malgré lui du changement social qui est tout d'abord provoqué par le système. Comme à l'accoutumé, l'événement a fait l'objet d'une réunion du conseil du parti, avec la participation du village entier qui dénonçait et blâmait cette évasion. Il n'y avait pas d'autre possibilité, tout ce qu'il devait faire, c'était renier la famille de son cousin, ne plus leur adresser la parole, ne plus les inviter pour les grandes occasions, les effacer de la mémoire familiale, faire table rase de ce passé, pourtant heureux. Il s'en est suivi une coupure de 45 ans. Il a fallu que le régime s'effondre pour que ces familles se rapprochent à nouveau.

### **3) Déplacement cynique et sédentarisme lucratif (le cas de la Serbie)**

En 1990 ont commencé les soi-disants « guerres balkaniques » pendant lesquelles la Yougoslavie de Tito s'est démembrée. Le régime serbe de Slobodan Milošević a joué le rôle décisif dans ce processus : son discours démagogique, national et populiste déclenche (ou, au moins, n'évite pas) les guerres contre la Croatie, puis contre la Bosnie et les Bosniaques (les Musulmans de Bosnie- Herzégovine), enfin contre la guérilla albanaise du Kosovo (en ce temps là, dans le cadre – *de facto* et *de jure* – de la Serbie). Simultanément, il exerce une pression politique et policière forte sur la population civile albanaise. D'après les estimations, dans ces

guerres, plus de 4 millions d'individus ont été déplacés par la force. Après l'attaque par l'armée croate, en 1995, du territoire croate contrôlé par les Serbes, 250 milles de Serbes ont été expulsés. Après la campagne de l'OTAN contre la Serbie et Montenegro, en 1999, et la retraite de l'armée serbe, 200 milles Serbes du Kosovo le sont également. A ce jour, la Serbie est le pays d'Europe qui accueille le plus grand nombre de réfugiés sur son territoire. L'attention publique, bien entendu, est orientée vers le problème des réfugiés forcés.

Néanmoins, l'un des aspects insuffisamment aperçu – à cause de l'impuissance du pouvoir démocratique qui a succédé à Milošević de marginaliser rapidement les restes de l'ancien régime, profondément ancrés dans toutes les institutions de l'Etat<sup>6</sup> – c'est un déplacement cynique et un sédentarisme lucratif : les hauts fonctionnaires du régime de Milošević déplaçaient leurs enfants vers les pays riches, vers ces mêmes pays contre lesquels ces fonctionnaires deployaient un ardent discours démagogique<sup>7</sup>. Les raisons pour envoyer leurs enfants loin du pays étaient différentes, mais toutes produites par ces fonctionnaires appartenant au régime: ils cherchaient soit à écarter les fils de la possibilité d'être mobilisés, c'est-à-dire de faire la guerre<sup>8</sup>, soit à leur permettre d'acquérir une bonne éducation après la destruction du système éducatif, soit, simplement, à les éloigner du pays détruit économiquement, politiquement et moralement. Il est nécessaire de préciser que c'est une minorité significative qui a pu organiser cette sorte de déplacement. Un certain nombre des opposants au régime, surtout de jeunes experts dans des disciplines techniques, sont partis de Serbie, mais leurs possibilités à l'étranger étaient tout à fait différentes de celles des enfants des fonctionnaires : ceux-là devaient travailler pour survivre.

Par l'envoi de leurs enfants loin de l'horreur qu'ils produisaient eux-mêmes par leur discours, leurs actions ou leurs non-actions, les représentants du régime et les producteurs du discours nationaliste, où l'amour et la loyauté envers le patrie étaient au sommet des exigences<sup>9</sup>, ont eux-mêmes déconstruits leur propre discours par une sorte de contradiction performative. Leur discours était contredit par le comportement qui ne suivait pas les déclarations publiques. Le discours de ces *stayees* était traversé par les stéréotypes propres au mythe fondateur (ou le mythe substantiel de la nation : un peuple, un territoire, un État, mais aussi un chef), avec un grand degré de xénophobie, chauvinisme, nationalisme, des énoncés contredisant le bon sens et des habitudes démocratiques. En effet, rester sur le sol des ancêtres – donc, le sol sacré – n'étaient valable que pour ceux qui ne pouvait le quitter (par manque d'argent, ou impossibilité

---

<sup>6</sup> La police, l'armée, les médias, la police secrète, notamment, les parties politiques formés par la police secrète (particulièrement « Radikalna stranka » (« Le Parti Radical ») de l'ultra-nationaliste Vojislav Šešelj), etc.

<sup>7</sup> Voir un discours cynique... D'après la détermination du cynisme de Peter Sloterdijk : ils savent ce qu'ils font, mais, en dépit de cela, ils le font. Il faudrait ajouter que la grande majorité de la « nomenclature » s'est enrichi pendant le gouvernement du régime de Milošević.

<sup>8</sup> On n'a connu que deux exemples dans lesquels les enfants des hauts fonctionnaires du régime de Milošević sont allés à la guerre. Le fils du maire de Belgrade à l'époque, Milorad Unković, a été blessé.

<sup>9</sup> Par contre, si l'on observait publiquement qu'il y a une disparité entre les fins proclamés et les moyens pour atteindre ces fins, si l'on portait son attentions vers la démagogie, on était dénoncé comme un traître.

d'obtenir des visas des pays où sont déplacés des enfants des bénéficiaires du régime<sup>10</sup>), ou qui avaient des raisons lucratives de rester (donc, une sorte de cynisme)<sup>11</sup>.

La vérité du discours des *stayees* serbes, proches du régime de Milošević, c'est: les enfants « réfugiés » de l'enfer organisé, fabriqué par leurs propres parents.

#### **4) Les *stayees*, victimes ou bénéficiaires de l'émigration économique.**

##### Le cas des enfants polonais et roumains

La tradition d'émigration en Pologne est très longue. Les Polonais sont présents sur tous les continents. La diaspora se trouve en Argentine, aux Etats-Unis, en Europe (l'Angleterre, l'Irlande, l'Allemagne). En Pologne ou dans les territoires qui étaient polonais historiquement, nous pouvons observer de nombreux mouvements migratoires.

Entre 1772 et 1795, la Pologne a perdu son indépendance et ses territoires ont été divisés entre trois pays : la Russie, la Prusse et l'Autriche. Au XIX<sup>ème</sup> siècle, les Polonais se sont décidés à lutter contre les envahisseurs et ont décidé de reconquérir leur indépendance deux fois, en 1830 et en 1864, sans succès. Après ces deux défaites, eut lieu l'une des plus importantes vagues d'émigration, pour des raisons politiques, connue comme « La Grande Emigration ». Entre la deuxième moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle et 1939, beaucoup de Polonais sont partis pour des raisons financières. La période de la Deuxième Guerre mondiale a accru les migrations pour causes économiques et politiques. En 1968, les Juifs polonais (par ex. des intellectuels, des commerçants) ont quitté leur vie en Pologne pour des raisons politiques. Mais après la chute du communisme, en 1989, les Polonais ont quitté leur patrie pour des raisons économiques.

L'adhésion de la Pologne à l'Union Européenne est un moment décisif qui a provoqué une forte émigration. Depuis le 1<sup>er</sup> mai 2004, les Polonais peuvent travailler sans permission dans les pays de l'Union Européenne. Selon GUS (Bureau Statistique Central), en 2007 le nombre d'émigrants polonais était d'environ 2 270 000 (en Europe 1 925 000 dont 1 860 000 en Union).<sup>12</sup>

Quel est le prix de l'émigration payé par les *stayees* polonais ? Le problème le plus visible est celui d'Euro-orphelins. Les études spécialisées sur ce sujet manquent, mais les

---

<sup>10</sup> En ce sens on pourrait dire qu'un grand nombre des citoyens de la Serbie, pendant le régime, étaient des *stayees* forcés. Bien sûr, cela ne veut pas dire que les citoyens de la Serbie sont privés de responsabilité : malgré tout, chaque citoyen de Serbie a voté librement.

<sup>11</sup> Le "cas" de Milorad Vučetić est plus qu'exemplaire. Dissident pendant le régime communiste de Tito, écrivain et analyste politique de haut niveau, au début critique du régime de Milošević, Vučetić est devenu l'un des hommes de confiance Milošević. Directeur de la télévision et propagateur ardent de l'idéologie à la fois nationaliste et socialiste, gauchiste de conviction, il a envoyé sa fille dans l'école privée la plus chère en Suisse. Interrogé à ce sujet, dans une émission de télévision, Vučetić, connu pour élever la voix et pour ses réponses rapides, est resté muet. Aujourd'hui Vučetić est rédacteur en chef d'un des hebdomadaires les plus radicaux en Serbie, à la fois nationaliste et gauchiste: *Pečat* ("Le Sceau").

<sup>12</sup> Ce nombre présente des gens qui vivaient à l'étranger minimum trois mois, et ceux qui travaillent légalement. Les statistiques ne traitent comme émigrants des gens vivants actuellement au terrain étranger qui était terrain polonais avant la deuxième guerre :



scientifiques et les journalistes trouvent cette nouvelle tendance très dangereuse pour la société polonaise. Selon un reportage de la radio *France Inter*, il y a 81 000 orphelins en Pologne. 1300 de ces enfants ont des parents qui ont perdu leurs droits parentaux<sup>13</sup>. A cela s'ajoute une catégorie d'enfants (dont le nombre exact est encore inconnu) gardés, non par les institutions spécialisés de l'Etat, mais par leurs grands-parents ou par d'autres membres de la famille. L'organisation non gouvernementale *La Loi européenne* a préparé un rapport établissant qu'en Pologne, il y a des villages où on ne peut pas trouver une famille non divisée par l'émigration de ses membres<sup>14</sup> dont le prix est le manque de parents et d'amour. Les enfants se sentent abandonnés, les gadgets ne pouvant remplacer l'affection et l'attention des parents. En Europe, l'immigration force les parents à quitter ou à emmener leurs enfants. Ailleurs, l'immigration peut contraindre les parents à quitter leurs enfants ou à les emmener en exil, mais en Pologne, les enfants sont laissés au foyer.

En Europe, les parents qui émigrent décident de prendre leurs enfants avec eux ou de les laisser. En Pologne, il semble bien que la plupart des enfants soient laissés au foyer

#### La situation en Roumanie

Une situation similaire peut aussi être observée en Roumanie. Avant la Deuxième Guerre mondiale, la Roumanie était davantage un pays d'immigration que d'émigration. Les choses ont changé après la Deuxième Guerre mondiale. Sur le fond de la montée du communisme beaucoup de Roumains, dont une grande partie d'intellectuels, ont pris le chemin de l'exil. Une deuxième vague d'émigration a eu lieu après les années 90.

Si, dans la première vague, les raisons de l'émigration étaient d'ordre politique, dans le cas de la deuxième vague les raisons sont d'ordre économique. Les Roumains qui partent à l'étranger ne cherchent plus la liberté politique mais un travail bien payé. A travers le cas de Monica Lovinescu a été présentée la situation des *stayees* dans le cas des émigrés politiques qui se sont révélés des sujets de l'émigration, impliqués dans et affectés par l'émigration, qu'ils le veuillent ou non. Dans le cas de l'émigration économique de la Roumanie des années 2000, le partant n'est jamais seul dans le processus d'émigration. Il implique dans ce processus toute la famille. Un représentant de la famille, celui qui a le plus de chances de trouver du travail, part dans l'idée d'assurer ainsi un meilleur avenir à sa famille. Si sa tentative d'émigration est couronnée de succès, il peut faire venir sa famille, au moins en partie. Dans ce type d'émigration, ceux qui sont laissés, qui partent les derniers, sont les plus faibles, les moins utiles et ceux qui ont besoin de plus de soins : les enfants. Ceux-ci ne rejoignent la famille qu'en dernière instance, au moment où celle-ci est assez bien insérée pour avoir un logement convenable et les envoyer à l'école. En attendant cette situation « paradisiaque », les enfants restent au pays auprès de leurs grands-parents ou d'autres membres de la famille élargie.

C'est pour cette raison qu'en 2008 en Roumanie on compte 350.000 enfants ayant au moins un parent parti à l'étranger et 126.000 ayant les deux parents à l'étranger.<sup>15</sup> Ces parents qui

---

<sup>13</sup> <http://sawicka02.blox.pl/2008/11/Euro-sieroty.html>

<sup>14</sup> [http://www.uniaeuropejska.net.pl/index.php?option=com\\_content&task=view&id=538&Itemid=227](http://www.uniaeuropejska.net.pl/index.php?option=com_content&task=view&id=538&Itemid=227)

<sup>15</sup> Sont les résultats d'une étude Gallup fait pour l'UNICEF en 2008. Les chiffres de cette étude sont quatre fois plus importants que celles officiaux. Cela parce que la plus parte des parents qui partent ne passent pas par la mairie pour expliquer avec qui vont rester les enfants dans leur absence. La loi obligeait les personnes qui partaient à l'étranger avec un contrat de travaille de se présenter à la mairie pour informer avec qui il laisse les enfants. Cela ne se passe

sont partis sont dans une certaine manière une source d'enrichissement pour le pays. Mais en même temps leurs enfants vont manquer d'appui éducatif et affectif nécessaire à leur développement affectif. Une enquête menée par l'Organisation Soros montre que ces enfants abandonnés sont plus vulnérables à des comportements déviants, leurs résultats scolaires sont inférieurs à ceux des autres enfants et qu'ils en viennent même au suicide. 90% de ces enfants ont également des téléphones portables, des ordinateurs à la maison, des mp3 *players* etc. Ces enfants peuvent apparaître comme bénéficiaires et en même temps victimes de la migration. Ils sont bénéficiaires sur le plan matériel- les parents leurs offrent tout pour excuser leur absence- mais aussi victimes du point de vu affectif- ils sont presque livrés à eux-mêmes. Les données sont si alarmantes qu'au mois de mars 2009 la situation des enfants abandonnés de Roumanie a été discutée dans le Parlement Européen.

### L'histoire de Stefan Andrei Ciurea

Andrei était un petit garçon de 12 ans. Il vivait avec sa mère et ses deux demi-frères dans le village Lunca Corbului à 4 km de Curtea de Arges. Il a fini par se suicider en septembre 2007 pour empêcher un nouveau départ de sa maman en Italie.

Comme il était le plus jeune, il était aussi le plus attaché à sa mère. C'est pour cette raison que le premier départ de sa mère pour un travail en Italie l'avait beaucoup affecté. Il est resté seul à la maison avec son frère aîné -sa sœur vivait avec son petit ami en ville- et un petit chien. Une fois par semaine la grand-mère, qui vivait en ville, venait pour leur préparer à manger et faire le ménage. Tous les jours, il allait à l'école seul et il rentrait à la maison pour jouer avec son chien et ses pigeons. Il a vécu ainsi pendant six mois jusqu'au retour de sa mère. Tout semblait revenir à la normale jusqu'au moment où la mère lui a annoncé qu'elle pensait repartir en Italie. L'enfant a fait une crise et a menacé sa mère de se tuer si elle partait. La mère ne l'a pas pris au sérieux et lui a promis de lui acheter d'autres pigeons s'il se calmait. Le garçon ne voulait pas d'autres pigeons, il voulait sa mère qui ne parvenait pas à le comprendre. Le dimanche précédent son départ, sa mère a amené Andrei au marché pour lui acheter des pigeons. Il a compris que le départ était imminent. Une fois de retour, à 13 heures, il s'est pendu à un arbre, au bord de la rivière, derrière la maison. Il a laissé à la famille le message suivant : « Je suis désolé qu'on se sépare fâchés. Pour mes funérailles vous n'aurez pas de problèmes car il y a le monsieur qui doit amener l'argent pour le bois. Ma sœur reste à l'école. Maman prend soin de toi car les gens sont méchants. Prenez soin du chien. »

A ses funérailles, en sus de la famille, il y avait aussi ses camarades de classe. Nombre d'entre eux se trouvaient dans des situations similaires, avec des parents à l'étranger. La petite Elena Sorescu explique ainsi sa situation : « C'est difficile sans ma maman, mais je me suis habituée. Je suis restée avec mes grands-parents car mon papa s'est séparé de ma maman. Les grands-parents prennent soin de moi et moi je les écoute. Maman m'appelle toutes les semaines. Elle est en Espagne et elle se débrouille car elle nous envoie de l'argent. Moi j'ai compris qu'elle est partie pour mon bien ».

Dans le cas de la Pologne comme dans le cas de la Roumanie, le malaise dans lequel ces enfants abandonnés vivent est perceptible. Ils sont obligés de grandir avant l'âge, de découvrir la solitude, de vivre la séparation. Ils devraient être les bénéficiaires de l'émigration mais ils se

---

pas parce que d'un côté les uns n'informent pas et d'autres comme ne partent pas avec des contrat ne sont pas obligés à le faire.

sentent victimes. Ces milliers d'enfants, victimes du départ des parents, ne deviennent visibles que par la mort tragique de l'un d'entre eux. C'est alors que leurs parents prennent la mesure de leur situation et de leurs sentiments. C'est par leur mort que les médias, les institutions et les chercheurs commencent à s'intéresser à leur existence.

De tels cas, qui ne sont pas exceptionnels, montrent bien que les *stayees* les plus passifs, comme les enfants, peuvent être eux aussi des sujets de l'émigration pour autant qu'ils en sont victimes.

### 5) L'émigration des classes aisées en Iran et la douleur psychologique des *stayees*

L'émigration iranienne au sens moderne du terme est un phénomène qui remonte à la fin du 19ème siècle. Dans un sens plus large, à partir d'un survol de l'histoire de la Perse, il apparaît cependant que les iraniens ont vécu deux autres grandes vagues de migrations au cours de leur longue histoire: la première suite à l'invasion arabe du 7ème siècle et au début de l'islamisation du pays, et l'autre, après les invasions mongoles, du 13ème siècle.

En considérant ces deux épisodes majeurs, le territoire iranien a longtemps eu un statut de terre d'accueil pour les populations environnantes. Au 19ème siècle, avec l'arrivée de la dynastie Qadjar, l'intérêt pour l'occident et sa découverte n'a plus cessé de grandir. Les rois, eux-mêmes, se tinrent à l'avant-garde des « explorateurs ». Avec la création du premier collège moderne « le Darolfonoun », une première vague d'étudiants firent le voyage de l'étranger en vue d'obtenir les qualifications nécessaires.

Cette nouvelle « tradition » d'expatriation s'est poursuivie jusqu'à la Révolution Islamique de 1979 qui mit un terme aux bourses d'études. Depuis trente ans, les cas les plus nombreux et les plus significatifs de migration vers l'étranger, sont ceux des fils ou des filles incités par les familles et eux-mêmes désireux de s'expatrier vers les pays occidentaux pour y poursuivre une formation universitaire. Parmi ces derniers, certains prennent le chemin du retour au terme de leurs études, mais la plupart choisissent de s'installer dans le pays d'accueil afin d'y travailler et d'y fonder une famille. Précisons que l'émigration estudiantine ne constitue évidemment pas le seul type d'expatriation mais qu'elle est très importante.

Un cas typique de ce type d'émigration est celui de Babak qui vit actuellement dans une banlieue parisienne aisée avec son épouse française et ses deux enfants. Encouragé par sa famille, elle-même aisée, et par le parcours similaire de son frère aîné, Babak est arrivé en France il y a environ 25 ans, a passé son baccalauréat, a commencé et fini de brillantes études de médecine. Significativement, celui-ci a choisi la même branche et le même type de spécialisation que son père. Les parents de Babak ont appartenu à cette génération d'iraniens ayant étudié en France avant de revenir s'installer définitivement dans leur pays d'origine.

Pour la famille de Babak les difficultés financières des années post-révolutionnaires (le problème de l'inflation et de la dévalorisation du Toman iranien, et la difficulté d'envoi des devises en France pour leur fils) n'ont représenté qu'un problème secondaire eu égard à l'avenir prometteur de Babak. La principale difficulté à laquelle a été et reste confrontée la famille de Babak est l'absence de ce dernier et l'acceptation problématique de son installation à l'étranger.

Le cas de la famille de Babak est un cas typique de « violence faite à soi-même » en vue d'accepter le choix tristement rationnel d'une séparation et d'un éloignement affectif, douloureux, et ceux d'autant plus douloureux que le modèle familial iranien garde aujourd'hui

encore une forte dimension traditionnelle de dépendance affective entre les parents et leur enfants.

### **Conclusion**

Les diverses histoires ici narrées manifestent la non-invisibilité des *stayees*, de ceux qui n'ont pas choisi de recommencer une autre vie ailleurs, qui ne peuvent ou même ne désirent pas le faire. Le *stayee* y devient, parfois malgré lui, le personnage principal du récit de migration et non un simple faire valoir du migrant. Il se trouve impliqué dans les mouvements et déplacements de populations et les changements sociaux qu'ils produisent. Ces histoires de vie montrent que le refus ou l'impossibilité de quitter le pays ne se traduit pas, contrairement aux apparences, par la lâcheté, la peur ou la passivité face à la violence, qu'elle soit politique, économique ou sociale de l'Etat, une violence plus ou moins manifeste, explicite. Le *stayee* n'est pas nécessairement un contre-héros incarnant la complicité tacite, la soumission aux abus de l'Etat ou la contrainte de l'enfermement dans les frontières. Rester peut être une démission, une fatalité, un choix ou un combat et la liberté ne se gagne pas toujours en quittant la source des troubles et problèmes. Quel qu'il soit le *stayee* – une mère seule, un enfant qui ne connaît pas la patience d'attendre ses parents, un frère qui a le pouvoir d'oublier ses années de silence – il mérite sa place dans l'ensemble des recherches, des études, et des interventions des ONGs travaillant sur les migrations. Que ce soit à son corps défendant, en tant que victime des migrations des autres, ou dans une posture de revendication nationaliste, le *stayee* manifeste que la résidence en un lieu n'est pas la simple facticité d'un être là, définie par une relation à l'origine, mais une situation relationnelle et cosmopolitique où le chez soi ne se définit pas sans l'ailleurs.

Isabelle Delpla, Blerta Hyska,  
Diana Dragomirescu, Madalina Grigore-Muresan,  
Ivan Milenkovic, Afsaneh Pourmazaheri, Bogumila Szczepanik, Catalina Voican